

30 novembre 1996 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse de MM. Jacques Chirac, Président de la République et Helmut Kohl, chancelier d'Allemagne, sur les relations franco-allemandes, l'affirmation de la stabilité monétaire entre le franc et le mark et sur la lutte contre la drogue et le crime, Périgueux le 30 novembre 1996.

LE PRÉSIDENT.- Mesdames et messieurs,

- Ce n'est pas à proprement parler, une conférence de presse, nous en ferons une à Paris, une autre à Nuremberg dans les jours qui viennent.

- Je voulais simplement d'abord dire combien je me réjouis de cette manifestation, conviviale, sympathique, qui nous a permis de rendre hommage à Mme Hannelore Kohl, et qui a, en quelque sorte, illustré la nature des liens qui existent entre nous, qui vont très au-delà, naturellement, des relations officielles. D'ailleurs, le Chancelier me disait tout à l'heure, au sujet d'une question que j'évoquais : "eh bien téléphone-moi mardi " Il ne se passe pas de semaine sans qu'on se téléphone.

- Je souligne cela parce que la relation franco-allemande est une relation qui intègre très profondément une relation constante et humaine. Nous venons d'avoir une séance de travail qui va préparer notre séance de travail du 3 décembre, et celle de Nuremberg le 9 décembre. Il y a donc là, en permanence, un lien fort étroit qui exclut en réalité tout véritable contentieux. Les contentieux n'ont pas le temps de se développer.

- La nature de nos relations fait que la solution s'impose chaque fois qu'il y a un problème entre nous, et s'impose vite. Alors, nous avons aujourd'hui, évoqué en particulier notre effort commun pour progresser dans la négociation sur la conférence intergouvernementale, avec la volonté de prendre une initiative commune permettant de faire à Dublin un pas significatif dans la direction d'une conférence intergouvernementale qui se terminerait à Amsterdam.

- Nous avons évoqué, naturellement, les institutions mais aussi l'Union économique et monétaire. Nous avons souhaité que nous puissions faire des pas importants dans les domaines économiques et monétaires qui sont en question actuellement, c'est-à-dire le pacte de stabilité, c'est-à-dire le système monétaire nouveau qui doit exister entre les monnaies qui seront à l'intérieur du système Euro et les autres, ainsi qu'également le statut juridique de l'euro.

- J'ai, par ailleurs, confirmé au Chancelier la position française sur la stabilité du rapport entre le franc et le mark telle que le Premier ministre français l'a exprimée à l'occasion du dernier débat à l'Assemblée nationale.

- Nous avons également évoqué les autres problèmes liés à l'institution de l'Euro. Nous avons progressé dans un domaine, qui est pour nous un grand souci, qui est celui de la lutte contre la drogue, contre le crime organisé, qui est un phénomène qui nous inquiète beaucoup l'un et l'autre et nous pensons prendre des initiatives pour renforcer encore, et c'est nécessaire, nos moyens de lutte contre l'action de toutes les mafias.

- Nous avons également parlé des problèmes de l'emploi, bien entendu. Et du modèle social européen que nous entendons renforcer. Enfin, nous avons évoqué les problèmes internationaux, la réforme de l'Otan, le Moyen-Orient, l'Afrique et aussi les relations bilatérales.

- Voilà, ce qu'a été l'objet de notre entretien de ce soir, que nous allons poursuivre mardi prochain le 3, à Paris, avant notre Sommet classique de Nuremberg.

- Je vous remercie.\

LE CHANCELIER.- Je vous remercie, monsieur le Président, cher Jacques, pour l'accueil chaleureux et amical que mon épouse et moi-même avons reçu à Périgueux aujourd'hui.

- Je me réjouis toujours, lorsque je viens en France, de cette chance qui m'est offerte de te rencontrer ailleurs qu'à Paris. Je n'ai certes rien contre Paris, mais Périgueux est une ville magnifique. Je regrette vivement de ne pas disposer de davantage de temps et je saisis cette occasion pour saluer du fond du coeur tous les habitants de cette ville.

- Nous sommes actuellement à une étape importante de la construction de l'Union européenne. Les échéances se suivent. Nous sommes en train de préparer la Conférence de Dublin £ pour cela, nous aurons des entretiens mardi à l'Elysée, quelques jours plus tard notre réunion à Nuremberg, au milieu du mois de décembre à Dublin, et il est quasiment certain qu'un autre sommet se tiendra avant la Conférence intergouvernementale d'Amsterdam en juin, que nous appelons Maastricht 2. Il en a toujours été ainsi, et il en sera ainsi à l'avenir. Concrètement, cela signifie que nous sommes à un tournant important de notre histoire et que, si nous voulons construire maintenant la maison Europe, la contribution de la France et de l'Allemagne est indispensable et décisive.

- Nous n'avons pas pour autant la folie des grandeurs, ni les Français, ni les Allemands, ni Jacques Chirac, ni moi-même. Ce que je dis ne se veut nullement méprisant pour les autres, mais l'histoire nous a appris que Français et Allemands ont, en cet instant précis, une responsabilité particulière. C'est pourquoi nous devons préparer ensemble la Conférence de Dublin, et celle d'Amsterdam quelques mois plus tard. Nos collaborateurs doivent le faire, les ministres, nos plus proches collaborateurs, et nous deux. Et je me réjouis, Jacques, de faire ce chemin avec toi. C'est avec une amitié sincère, mais aussi dans un grand respect mutuel, car il y a toujours, compte tenu de la situation respective de nos deux pays, un point ou l'autre sur lesquels nos avis divergent et nous devons trouver un compromis. Cela est parfaitement normal, et c'est ainsi que les choses se passent dans la vie quotidienne.\

LE CHANCELIER.- Le Président de la République vient d'évoquer les sujets sur lesquels nous devons travailler, je voudrais quant à moi commencer par la fin et rappeler combien il est important que nous progressions de manière décisive dans la lutte contre la criminalité internationale, la mafia, les stupéfiants et souligner l'importance décisive de l'Union économique et monétaire pour l'évolution économique de l'Europe £ c'est pourquoi nous devons nécessairement adopter une position commune. Je me réjouis que nous ayons pu à nouveau confirmer les critères.

- Je n'ai pas à m'ingérer dans la politique intérieure française, ce n'est pas mon rôle, mais j'ai, à la veille du débat à l'Assemblée, fait une déclaration commune avec Alain Juppé sur la relation entre le franc et le mark. Nous sommes en plein accord à ce sujet et nous devons étudier attentivement chacune des questions liées à l'Union économique et monétaire. Vous verrez que notre volonté commune nous permettra de trouver une solution commune dans les domaines où le débat est loin d'être clos.

- Je suis personnellement convaincu que l'Euro offrira une chance décisive, notamment pour la concurrence avec le yen ou le dollar, ou avec de nombreux autres Etats du monde, de créer en Europe davantage d'emplois stables. Je n'ai pas besoin d'en dire plus, le Président de la République a passé en revue tous les sujets qui nous intéressent.

- Je vous remercie et je crois que nous nous verrons à Paris mardi soir.\